

**RAPPORT
FINAL**

Analyse documentaire :
la recherche sur l'opinion publique
se rapportant aux dossiers et
aux avis relatifs à la qualité de l'air

Préparé pour le :
Service météorologique du Canada
Environnement Canada

Contrat no KW203-060585/001/CY
Attribué le 2006-12-08

Mars 2007

This publication is available in English on request



ENVIRONICS
RESEARCH GROUP

336, rue MacLaren
Ottawa, ON K2P 0M6

pn6038

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La pollution de l'air constitue un des plus importants défis environnementaux auquel les Canadiens et leurs institutions font face à l'heure actuelle et, par conséquent, il s'agit d'un dossier prioritaire pour le gouvernement du Canada. Le Service météorologique du Canada – Environnement Canada et Santé Canada mettent en œuvre une initiative destinée à améliorer la façon dont la population est informée à propos de la qualité de l'air et des risques pour la santé qui y sont associés, afin d'aider les Canadiens à prendre des mesures pour réduire leur exposition et leur contribution individuelle aux mauvaises conditions de qualité de l'air. Cette initiative est assortie d'un programme de mesure qui a été conçu afin d'évaluer l'efficacité des communications provenant du Programme de prévision de la qualité de l'air, en termes de rejoindre la/les populations(s) cible(s) et de promouvoir l'adoption de mesures appropriées.

Le programme de mesures s'appuiera en grande partie sur une recherche sur l'opinion publique conçue à cet effet et consolidera la recherche antérieure réalisée à ce sujet. Une première étape importante consiste à réaliser un examen des travaux de recherche existants en matière de sensibilisation publique et de réactions aux problèmes de qualité de l'air et aux avis, afin de déterminer ce qu'on sait (et ne sait pas) présentement à propos des points de vue de la population sur la qualité de l'air. Cette analyse documentaire couvre 15 sondages quantitatifs distincts qui ont été réalisés au Canada au cours des 12 dernières années et dont la plupart avaient été commandités par Environnement Canada et/ou Santé Canada. Certaines de ces études ont été menées auprès de collectivités spécifiques immédiatement après un épisode de mauvaise qualité de l'air, tandis que d'autres, réalisées à l'échelle nationale ou locale, ont porté plus généralement sur la sensibilisation, les perceptions et les habitudes. Les paragraphes suivants résument les résultats clés de cette analyse documentaire.

La façon dont les Canadiens définissent la pollution de l'air

La recherche sur l'opinion publique réalisée jusqu'à présent révèle que les Canadiens identifient généralement la pollution de l'air comme étant aujourd'hui un grave problème environnemental dans leurs collectivités, un problème qui évoque pour eux une inquiétude semblable à celle que suscitent la qualité de l'eau et la présence de substances chimiques et toxiques dans l'environnement. La plupart des Canadiens ont une vision assez étroite de la pollution de l'air, soit qu'elle est principalement localisée et qu'elle provient des émissions des véhicules et des usines/entreprises. Cette conception de la pollution de l'air comme étant localisée autour de sources ponctuelles débouche sur des suppositions à propos de la qualité de l'air (p.ex., qu'elle est invariablement meilleure en banlieue qu'au centre-ville, ainsi que dans des villes plus petites, comparativement aux grandes villes).

Les Canadiens se fient surtout à leurs propres sens plutôt qu'aux avis dans les médias pour déceler la pollution de l'air (la plupart d'entre eux affirment être en mesure d'identifier une mauvaise qualité de l'air dès qu'ils sortent à l'extérieur) et cette confiance semble être un obstacle notable qui les empêche de porter plus attention à l'indice de la qualité de l'air (IQA) et aux avis. Quand les gens ne peuvent pas voir la pollution de l'air par eux-mêmes ou ressentir des symptômes qu'ils peuvent lier à la qualité de l'air, la tendance la plus forte est de conclure que les conditions sont sans danger; les avis sur la qualité de l'air sont alors d'une moindre importance, comme quelque chose qui concerne d'autres types d'individus, soit ceux qu'ils jugent être plus à risque.

La pollution de l'air et la santé

La plupart des Canadiens reconnaissent que la pollution de l'air a une forte incidence sur la santé humaine, surtout sous forme d'asthme et d'autres types de maladies respiratoires. Les gens ont tendance à penser que les effets sur la santé sont davantage à long terme qu'aigus, en partie parce c'est ainsi qu'ils perçoivent les maladies respiratoires et, aussi, en raison du fait qu'ils n'ont pas directement connaissance de preuves des effets graves et aigus (p.ex., des décès, des infarctus).

La population est divisée quant à savoir si la pollution de l'air a des effets sur la santé peu importe le degré de pollution ou si cela se produit seulement quand elle atteint un certain seuil. Par ailleurs, la plupart des Canadiens semblent s'approprier le concept des seuils, puisque la recherche montre que la plupart d'entre eux croient que la pollution de l'air commence uniquement à avoir des effets sur la santé lorsque leur IQA local descend sous le point le plus positif de l'échelle (p.ex., de « bonne » à « passable »).

Hormis le fait de reconnaître les risques pour la santé liés à la pollution de l'air, les individus ont fortement tendance à se « dissocier » de ces risques pour eux-mêmes. Lors d'un sondage national mené en 2004, près de trois sur dix Canadiens ont rapporté qu'eux-mêmes ou une autre personne de leur ménage avait déjà subi un certain type d'effet de la pollution de l'air sur la santé au cours des deux années antérieures, pourtant peu d'individus appartenant à ce groupe jugeaient que la pollution de l'air représente un grave danger. Peu de Canadiens croient que les gens en bonne santé (comme eux-mêmes) sont visiblement à risque de subir les effets de la pollution de l'air, ils prennent plutôt pour acquis que ces risques s'appliquent surtout à d'autres personnes plus vulnérables aux effets sur la santé (p.ex., les enfants, les personnes âgées et les individus qui éprouvent déjà des problèmes de santé).

Un autre défi à relever pour faire de sorte que les Canadiens adoptent des mesures de protection au cours des épisodes de mauvaise qualité de l'air est le fait qu'un grand nombre d'entre eux ne croient pas qu'ils peuvent facilement faire grand-chose pour réduire ces risques. Les Canadiens manifestent une compréhension limitée des mesures de protection appropriées à prendre quand la qualité de l'air est mauvaise. Les perceptions de la

nature localisée de la pollution de l'air en amènent un grand nombre à croire que la meilleure (voire la seule) stratégie consiste à s'éloigner de la source (p.ex., les centres urbains ou les zones où la circulation est dense), alors qu'une plus faible proportion d'entre eux font confiance à des mesures telles que rester à l'intérieur ou éviter l'exercice vigoureux.

Les avis de qualité de l'air et l'IQA

Six sondages sur l'opinion publique ont été menés dans des collectivités immédiatement après des épisodes de mauvaise qualité de l'air. Le taux de rappel des avis de qualité de l'air a grandement varié, d'un minimum de six pour cent dans la région Mauricie et Bois-Francs, au Québec (Environics, 2007b) à un maximum de 72 p. 100 dans la région sud du Nouveau-Brunswick (CRA, 1994a). La variation peut s'expliquer en partie par la faible fréquence de diffusion d'avis locaux (leur conférant ainsi un caractère de nouveauté), même si d'autres facteurs sont probablement en cause (p.ex., les caractéristiques de la population locale, l'étendue de la couverture médiatique).

Une bonne sensibilisation à un avis est la première étape indispensable pour informer le public à propos des conditions de mauvaise qualité de l'air, mais tout aussi importantes sont celles qui consistent à assimiler et à retenir le contenu. La recherche suggère que la plupart des résidents assimilent très peu ces avis, si ce n'est le fait que la qualité de l'air dans leur région n'est pas bonne. Peu d'entre eux parviennent à se souvenir des messages spécifiques à propos des effets possibles sur la santé, des types de personnes les plus à risque, des façons de réduire leur exposition ou des données précises de l'IQA pour la journée.

Les travaux de recherche disponibles indiquent que les Canadiens se disent disposés, en principe, à modifier leurs habitudes ou leur mode de vie en réponse à un avis de qualité de l'air, en particulier par l'adoption de mesures qui présentent peu d'inconvénients ou qui sont peu dérangeantes. Cependant, la gamme et l'étendue des gestes tangibles qui sont posés en réponse à des avis réels semblent être limitées. Les sondages réalisés après des événements ont révélé que passablement moins que la moitié des résidents qui étaient au courant d'un avis récent dans leur collectivité ont affirmé qu'eux-mêmes

ou une autre personne de leur ménage avait fait quelque chose de différent pour cette raison. De surcroît, ces efforts se sont surtout limités à un type de geste, soit le plus souvent passer moins de temps à l'extérieur.

Les gens donnent les raisons qui leur sont importantes pour expliquer leur inaction en réponse aux avis sur la qualité de l'air. Certains ne croyaient pas qu'il était nécessaire d'agir puisqu'ils ne se croyaient pas eux-mêmes à risque, soit parce qu'ils n'ont pas observé de symptômes sur leur santé ou parce qu'ils ne croyaient pas que le niveau de la qualité de l'air représentait un quelconque danger à ce moment-là. D'autres ont exprimé le point de vue plus fataliste selon lequel il ne leur était pas possible de faire quoi que ce soit à propos de l'épisode de mauvaise qualité de l'air, soit parce qu'ils ne pouvaient pas modifier leur routine à ce moment-là ou parce qu'ils étaient d'avis qu'il n'existe aucun moyen leur permettant d'éviter de respirer de l'air pollué.

La recherche indique que la plupart des Canadiens savent qu'il existe un IQA pour leur collectivité, mais que seulement une minorité d'entre eux semblent utiliser régulièrement cette information d'une façon ou d'une autre. D'un autre côté, le public indique croire que l'IQA et les avis sont des sources de grande valeur, en tant que moyens efficaces pour aider des gens (c.-à-d. d'autres individus plus à risque) à réduire leur exposition à la pollution de l'air.

Ces expressions claires de la valeur des avis semblent être en conflit avec la faible incidence que ces avis ont eu jusqu'à maintenant pour susciter l'adoption de mesures destinées à réduire l'exposition individuelle. Cela peut aussi être simplement le reflet d'une tendance observée chez les individus, soit d'identifier comme étant prioritaires les choses auxquelles ils pensent qu'ils devraient accorder plus d'attention, comparativement à celles qu'ils sont motivés ou capables de faire présentement. Cela est aussi le reflet de la compréhension limitée qu'ont les gens de ce qui peut et doit être fait, ce qui conjuguée à l'absence d'effets immédiats et visibles, suscite peu de gestes de la part des citoyens.

Alors que les Canadiens accordent présentement peu d'attention à l'IQA et aux avis, ils souhaiteraient également recevoir plus d'information à propos de la qualité de l'air et de la pollution dans leur localité et voudraient que cette information soit disponible régulièrement (plutôt que seulement quand la qualité de l'air est problématique). Cela semble toutefois être un intérêt plutôt flou puisqu'aucun type d'information ne se démarque comme étant prioritaire. La plupart des gens manquent peut-être tout simplement d'expérience avec les IQA et les avis ou, encore, ils n'ont peut-être pas suffisamment réfléchi à ce qui aurait le plus de valeur à leurs yeux, pour être en mesure d'exprimer clairement quels sont les renseignements dont ils auraient besoin et ce qu'ils en feraient.

Les lacunes dans la recherche

La recherche sur l'opinion publique réalisée jusqu'à présent trace un portrait de la sensibilisation, des perceptions et des habitudes relatives à la qualité de l'air et à la santé, mais ce portrait est loin d'être complété. Les points suivants représentent les lacunes les plus apparentes dans la recherche :

- **La couverture de l'ensemble des régions de prévision et des conditions météorologiques.** La recherche ne couvre qu'une poignée de collectivités canadiennes et ne couvre pas toute la gamme des facteurs pouvant exercer une influence sur la sensibilisation du public et sa réponse aux avis. Cela réduit la possibilité de tirer des conclusions plus définitives à propos de l'opinion de la population canadienne et de ses habitudes se rapportant à la qualité de l'air et à la santé, ainsi que de prévoir ses réactions au cours d'épisodes futurs.
- **La mesure de la couverture médiatique.** La recherche n'a pas encore inclus une mesure de la façon dont les avis sont diffusés dans les collectivités locales (type de médias, degré de profondeur de la couverture), ce qui pourrait s'avérer être un facteur d'une importance cruciale pour influencer la sensibilisation du public et ses réponses.

- Une compréhension plus en profondeur des connaissances et des habitudes. Des techniques de recherche pourraient donner une meilleure idée des dynamiques qui sont en cause pour expliquer ce que les gens pensent, croient et font en réponse aux avis sur la pollution de l'air.
- Se centrer sur des groupes cibles. Des recherches additionnelles sont nécessaires afin de mieux comprendre comment les publics qui sont plus à risque des dangers liés à la qualité de l'air sont différents de la population générale, en termes d'attitudes et de perceptions sur les dossiers se rapportant à la qualité de l'air et à la santé, ainsi qu'en termes de réponses aux avis.

TABLE DES MATIÈRES

LA FAÇON DONT LES CANADIENS DÉFINISSENT LA POLLUTION DE L'AIR	3
LA POLLUTION DE L'AIR ET LA SANTÉ	8
LES AVIS DE QUALITÉ DE L'AIR ET L'IQA.....	14
BESOINS ET PRÉFÉRENCES EN MATIÈRE D'INFORMATION SUR LA QUALITÉ DE L'AIR.....	21
LA FAÇON DONT LES RÉSULTATS VARIENT AU SEIN DE LA POPULATION	23
LACUNES DANS LA RECHERCHE.....	24
RÉFÉRENCES.....	26

INTRODUCTION

Renseignements généraux. La pollution de l'air constitue un des plus importants défis environnementaux auquel les Canadiens et leurs institutions font face à l'heure actuelle. Des polluants atmosphériques tels que l'ozone, les matières particulaires, le dioxyde d'azote, le dioxyde de soufre et le monoxyde de carbone ont été clairement liés à une gamme d'effets sur la santé, y compris des décès prématurés, l'asthme, des bronchites, une aggravation des symptômes de détresse respiratoire et d'autres effets nocifs. Des politiques et des programmes sont en œuvre pour améliorer la qualité de l'air ambiant (le plus récemment, la nouvelle Loi canadienne sur la qualité de l'air qui a été déposée au Parlement), mais cela représente une démarche à long terme. Entre-temps, un aspect prioritaire clé est d'informer les Canadiens (en particulier ceux qui sont les plus à risque) sur les conditions en matière de qualité de l'air de façon continue et, en particulier, avant et durant l'émission d'avis quand les conditions sont mauvaises. L'objectif de ces communications est d'aider les Canadiens à prendre des mesures afin de réduire leur exposition et leur contribution individuelle aux conditions de mauvaise qualité de l'air.

Le Programme de prévision de la qualité de l'air (PPQA) actuel du gouvernement du Canada fournit chaque jour des prévisions sur la qualité de l'air à quelque 75 p. 100 de la population canadienne. Ce programme joue un rôle important dans la protection de la santé et du mieux-être des Canadiens, mais il est assorti de plusieurs contraintes notables. Tout d'abord, les mesures de l'indice de la qualité de l'air (IQA) ne sont pas fondées sur les plus récentes connaissances scientifiques, en termes des polluants qui sont mesurés et de la formulation de l'indice. De surcroît, aucun des IQA disponibles présentement au Canada n'apporte quelque mesure que ce soit des risques pour la santé associés aux différents niveaux de pollution. Deuxièmement, il n'existe pas d'IQA commun utilisé à la grandeur du pays et les différentes versions élaborées

et mises en place par les provinces et certaines municipalités manquent de cohérence au titre du calcul de la qualité de l'air et de sa diffusion. Troisièmement, même si le fait de présenter au public de l'information sur la qualité de l'air est une première étape indispensable, faire de sorte que les Canadiens portent attention à cette information et y donnent suite constitue un lourd défi en termes d'éducation du public/de marketing social.

En 2001, le gouvernement du Canada a amorcé un processus visant à améliorer les IQA canadiens, avec pour objectif d'établir une norme nationale qui soit : a) fondée sur les données scientifiques les plus à jour; b) plus indicatrice des risques pour la santé humaine; et c) conçue pour communiquer plus efficacement aux Canadiens de manière à susciter l'attention et l'action. Cette initiative est un effort conjoint du Service météorologique du Canada – Environnement Canada et de Santé Canada, en collaboration avec des provinces et d'autres intervenants. Le principal résultat de ce processus a été l'élaboration d'un nouvel Indice de la qualité de l'air relatif à la santé (IQAS) qui est à l'étape de projet-pilote en Nouvelle-Écosse et en Colombie-Britannique.

Pour soutenir cette initiative, le SMC a identifié le besoin d'établir et de mettre en œuvre un programme de mesure crédible et un outil pour évaluer l'efficacité des communications de l'IQAS en termes de rejoindre la/les population(s) cible(s) et de promouvoir l'adoption de mesures appropriées. Le programme de mesure vise à :

- Consolider les recherches sur l'opinion publique qui ont déjà été menées dans ce domaine;
- Bien fonctionner à long terme (p.ex., jusqu'à 20 ans);
- Être suffisamment générique et souple pour pouvoir s'appliquer également dans toutes les régions de prévision au Canada et être capable d'intégrer des modifications de programme au cours de sa durée (p.ex., la transition de l'IQA à l'IQAS); et

- Être rigoureux au plan méthodologique de manière à lui assurer la crédibilité maximale auprès des parties intéressées provenant de la communauté scientifique, du milieu de l'élaboration des politiques et de la scène politique.

Analyse documentaire. La première étape pour bâtir un tel programme de mesure consiste à analyser les travaux de recherche sur l'opinion publique qui ont été réalisés en matière de sensibilisation et de réponse aux problèmes de qualité de l'air et aux avis. L'objectif principal de cette analyse documentaire est de déterminer l'étendue des connaissances actuelles (et ce que nous ignorons) sur les points de vue du public à ce sujet. Elle servira de point de départ à de nouveaux travaux à réaliser, en termes d'utilisation des mesures déjà élaborées et validées, ainsi que d'identification des lacunes qui doivent être comblées.

Cette analyse est centrée sur la recherche canadienne réalisée au cours des 12 dernières années et qui totalise 15 sondages quantitatifs distincts dont la plupart avaient été commandés par Environnement Canada et Santé Canada. Certaines de ces études sont dites « post-événement, » c'est-à-dire qu'elles ont été réalisées dans des collectivités spécifiques immédiatement après un épisode de mauvaise qualité de l'air et qu'elles avaient pour objectif général de mesurer la sensibilisation et la réponse du public à ces événements. D'autres études nationales ou locales abordaient plus généralement la sensibilisation, les perceptions et les habitudes du

public relatives à la qualité de l'air, à la pollution de l'air et à l'IQA, avec une attention spéciale accordée au lien qui existe entre la qualité de l'air et la santé. Une des plus récentes études, réalisée à Kamloops, en Colombie-Britannique, pour le compte d'Environnement Canada, a évalué un projet-pilote sur la diffusion du nouvel Indice de la qualité de l'air relatif à la santé (IQAS) par le truchement d'Internet et de la radio communautaire. Peu de travaux de recherche sur l'opinion publique se rapportant à la qualité de l'air semblent avoir été réalisés dans d'autres provinces ou par des organisations non gouvernementales, du moins en ce qui est du domaine public. Les références aux sources des données sont présentées dans une liste à la fin de ce rapport.

Le rapport débute par un résumé analytique qui met en évidence les résultats clés et les conclusions, suivis d'une analyse détaillée qui est ordonnancée en fonction des domaines se rapportant aux dossiers abordés jusqu'à maintenant dans la recherche. Pour chaque domaine clé sont identifiées les recherches qui ont été effectuées, ce qu'elles ont permis d'apprendre ou de conclure, ainsi que les lacunes qui persistent dans notre niveau de compréhension. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un rapport qui aborde en profondeur tous les aspects se rapportant à la qualité de l'air et aux avis de qualité de l'air, il fournit une bonne vue d'ensemble des récents travaux de recherche sur l'opinion publique dans ces domaines clés.

LA FAÇON DONT LES CANADIENS DÉFINISSENT LA POLLUTION DE L'AIR

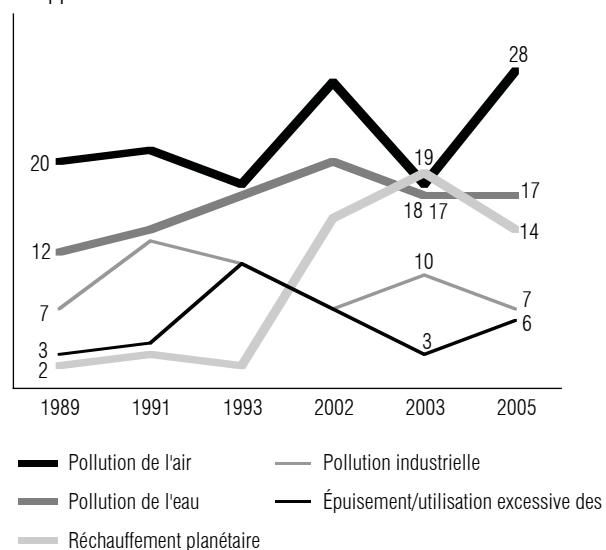
Un des grands thèmes abordés par la recherche sur l'opinion publique sur la qualité de l'air est la façon dont les Canadiens réfléchissent à ce dossier, soit en termes de degré de préoccupation, ce qu'ils jugent être les causes de la pollution de l'air, l'évaluation qu'ils font de la qualité de l'air local et ce qu'ils font pour identifier quand la qualité de l'air est mauvaise. Ces sujets sont couverts surtout dans les sondages nationaux et locaux qui vont plus en profondeur, plutôt que dans les sondages post-événements. Les exceptions sont les questions évaluant la qualité de l'air local qui ont été incluses dans presque tous les sondages étudiés dans cette analyse documentaire.

Préoccupation relative à la qualité de l'air

Deux sondages d'opinion publique nationaux sur la qualité de l'air avaient initialement abordé cette question en évaluant où la qualité de l'air s'insère dans l'ensemble des préoccupations environnementales. Le public était invité (sans suggestion) à identifier les problèmes environnementaux les plus importants auxquels les Canadiens font face (Environics, 2002), ainsi que leur degré de préoccupation à propos d'un certain nombre de dossiers environnementaux comprenant la qualité de l'air (Environics, 2002 et 2005a). Ces questions sont calquées sur des questions semblables faisant régulièrement partie du sondage multiclients d'Environics FOCUS CANADA.

Les résultats indiquent que les Canadiens reconnaissent que la pollution de l'air représente un grand danger environnemental qui les préoccupe. Même si son importance perçue fluctue, la pollution de l'air est habituellement mentionnée parmi les premiers dossiers environnementaux au pays, depuis 1989. De plus, les deux tiers des Canadiens affirment être très préoccupés par la qualité de l'air, soit un niveau comparable aux préoccupations relatives à la qualité de l'eau et à la présence de produits chimiques toxiques dans l'environnement; cette proportion est demeurée remarquablement stable depuis plusieurs années (Environics; 2002, 2005a et 2005b).

Plus important dossier environnemental
Cinq premières mentions National 1989 - 2005



Source: Environics, 2005b

D'après vous, quel est le problème environnemental le plus important auquel nous sommes aux prises au Canada, aujourd'hui ?

Causes de la pollution de l'air

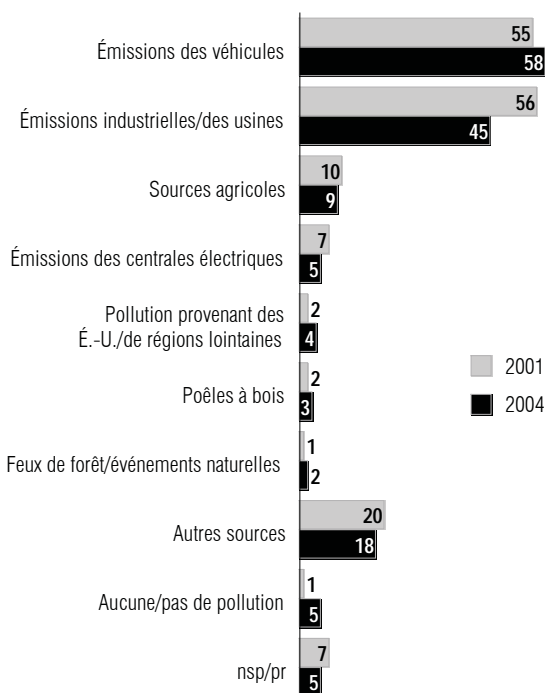
Sources de pollution atmosphérique

Plusieurs études ont demandé aux Canadiens ce qu'ils savent à propos des principales sources de pollution de l'air et les résultats ont généralement été constants. Les deux premières sources identifiées sont les émissions des véhicules et du secteur industriel; peu de Canadiens identifient d'autres causes que celles-là (notamment des sources agricoles ou les émissions provenant des É.-U.). Les résultats demeurent les mêmes quand on leur demande précisément quelles sont les causes de la pollution de l'air pendant l'été et l'hiver (EKOS, 2000).

Il existe des différences de nature géographique dans les contributions relatives qui sont attribuées aux véhicules par rapport aux sources industrielles. Le fait de mettre l'accent sur les émissions des véhicules s'observe plus souvent dans les centres urbains tels que Vancouver (CRA, 1994c), Toronto (CRA, 1994b) et Montréal (CRA, 1997), ainsi que dans les régions urbaines dans les sondages nationaux (Environics, 2005a). On insiste davantage sur les émissions industrielles au Nouveau-Brunswick, par exemple (CRA, 1994a and EKOS, 2000), en raison de la proximité d'usines locales et américaines.

À l'échelle nationale, la tendance observée entre 2001 et 2004 accordait plus d'importance aux émissions des véhicules (en hausse de 3 points) qu'aux sources industrielles (en baisse de 11 points) (Environics, 2002 et 2005a). Cela peut être le résultat d'une sensibilisation publique croissante à l'égard du smog en milieu urbain et de la façon dont les émissions des tuyaux d'échappement contribuent au problème.

Principales sources de pollution de l'air local National 2001-2004



Source: Environics, 2005a

À votre avis, quelles sont les principales sources de pollution de l'air dans votre région ? Est-ce tout ?

Sources locales et éloignées

Compte tenu que les Canadiens identifient les émissions des véhicules et des sources industrielles comme étant les principales sources de pollution de l'air local, il n'est peut-être pas surprenant qu'ils perçoivent également que la pollution de l'air est de nature locale. Quand on le leur demande spécifiquement, plus de la moitié des Canadiens croient que la pollution de l'air dans leur collectivité provient surtout de sources locales, comparativement à un sur trois d'entre eux qui mentionnent des sources éloignées et à un sur dix qui croit que les deux types de sources ont une incidence égale sur la qualité de l'air dans leur localité (Environics, 2005a).

Une fois de plus, ces perceptions semblent être fortement définies en fonction de la région, ce qui correspond à la véritable répartition des polluants transportés sur de grandes distances en Amérique du Nord. Par exemple, les résidents de l'Ouest canadien ont plus tendance à dire que la pollution de l'air local est produite à proximité d'eux, alors que les Canadiens de

la région atlantique et du Nunavut sont plus portés à l'attribuer à des sources éloignées (EKOS, 2001 et Environics, 2005a). La perception selon laquelle la pollution de l'air est fortement localisée est également mise en évidence par le fait que les Canadiens ont tendance à penser que la qualité de l'air est meilleure en banlieue et dans les parcs urbains que dans les zones plus denses du centre-ville et que les villes plus petites ont invariablement une meilleure qualité de l'air que les villes plus grandes (Environics, 2005a).

Autres déterminants de la pollution de l'air

Il y a eu une exploration limitée des perceptions (et des perceptions erronées) du public à l'égard des facteurs qui déterminent ou qui influencent la qualité de l'air, notamment la saison et les conditions météorologiques. Les Canadiens semblent établir une distinction entre la qualité de l'air prévalant en diverses saisons, l'été étant la saison qu'ils associent le plus souvent à une mauvaise qualité de l'air. Le public est plus enclin à coter la qualité de l'air local comme variant seulement de passable à mauvaise pendant les mois d'été, comparativement aux trois autres saisons (Environics, 2005a), ainsi qu'à percevoir des niveaux plus élevés de pollution de l'air pendant l'été (EKOS, 2000). Une forte majorité de Canadiens croient aussi que la qualité de l'air dans leur région est influencée dans une certaine mesure par l'humidité et la température et, de façon moindre, par la couverture nuageuse (Environics, 2005a).

Endroit où la pollution de l'air est produite Par région 2004

	DANS OU À PROXIMITÉ DE LA COLLECTIVITÉ	DANS DES RÉGIONS LOINTAINES	PROVIENT ÉGALEMENT DE SOURCES LOCALES ET LOINTAINES
Canada	54	33	10
Atlantique	42	47	9
Québec	53	28	15
Ontario	47	39	11
Sask./Man.	70	20	7
Alberta	67	27	5
C.-B.	67	26	5

Source: Environics, 2005a

Diriez-vous que la pollution de l'air dans votre région provient surtout de sources ... ?

Sous-échantillon : Personnes qui connaissent des sources majeures de pollution de l'air dans leur région (n=1,353)

Évaluation de la qualité de l'air

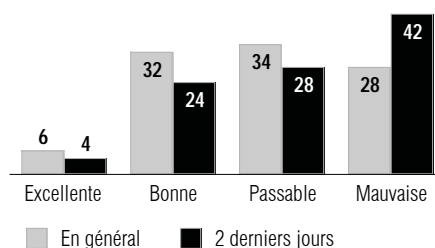
Presque tous les sondages d'opinion publique à ce sujet demandent aux résidents de coter les conditions générales en matière de qualité de l'air dans leur collectivité. Dans les sondages réalisés immédiatement après un épisode de mauvaise qualité de l'air, les résidents étaient aussi invités à coter la qualité de l'air au cours des derniers jours.

À l'échelle nationale, les Canadiens donnent une évaluation mitigée de la qualité de l'air dans leur localité. En correspondance avec les conditions réelles, ces sondages révèlent que les perceptions du public à propos de la qualité de l'air sont visiblement pires dans les régions urbaines, en particulier Toronto et Montréal (EKOS, 2000 et Environics, 2005a). Cependant, ces différences entre milieu urbain et rural ne semblent pas toujours être à l'œuvre dans des sondages s'adressant à des collectivités spécifiques. Par exemple, une des évaluations les plus positives de la qualité de l'air local a été, de fait, observée à Montréal en 1997 (70 % excellente ou bonne) (CRA, 1997), alors qu'en 2004, les résidents de la vallée du Fraser ont donné une des évaluations les plus négatives (38 % excellente ou bonne) (Environics, 2005a). Les raisons expliquant cet écart ne sont pas évidentes (les deux sondages avaient été réalisés à la suite d'un avis de qualité de l'air) et d'autres données dans des collectivités et dans des conditions variées sont probablement nécessaires afin de bien comprendre le patron des perceptions du public à l'égard de la qualité de l'air local.

Par ailleurs, un grand nombre de Canadiens remarquent une différence dans la qualité de l'air local pendant un épisode de mauvaise qualité de l'air. Les résidents sont plus enclins à coter la qualité de l'air local comme étant mauvaise (variant de 10 à 20 points plus élevée) pendant ces épisodes que dans des conditions normales (CRA, 1994a-c, 1997; Environics, 2005a). Une exception a été observée lors du plus récent sondage post-événement qui a été réalisé dans les régions de la Mauricie et des Bois-Francs, au Québec, où les perceptions de la qualité de l'air étaient *meilleures qu'à la normale* pendant cet épisode (72 % excellente ou bonne contre 65 % normalement), et où les cotes « mauvaise » sont demeurées inchangées (5 % et 4 %, respectivement) (Environics, 2007b).

En plus d'une évaluation des conditions présentes, quelques sondages ont tenté de mesurer la tendance perçue en termes de sentiment d'amélioration ou de détérioration de la qualité de l'air dans leur collectivité. De fait, la plupart des gens croient que la qualité de l'air dans leur collectivité est demeurée passablement stable. En 2004, six sur dix (60 %) Canadiens affirmaient que les conditions de qualité de l'air local n'avaient pas changé au cours des cinq dernières années et ce point de vue s'est renforcé depuis 2001 (en hausse de 10 points). Cependant, une importante minorité d'entre eux ont affirmé que les conditions s'étaient détériorées (29 %) (Environics, 2002 et 2005a), avec les perceptions d'une détérioration ayant le plus tendance à être observées chez les résidents de Vancouver et de Toronto. En 2006, les Torontois ont continué à avoir tout aussi tendance à dire que la qualité de l'air dans la ville était demeurée la même (49 %) ou qu'elle s'était détériorée (42 %) (Environics, 2006a).

Perceptions de la qualité de l'air local Vallée du Fraser 2004



Source: Environics, 2005a

Comment évalueriez-vous la qualité de l'air dans votre communauté, c'est-à-dire la présence ou l'absence de pollution ? En général, la qualité de l'air est-elle ... ?

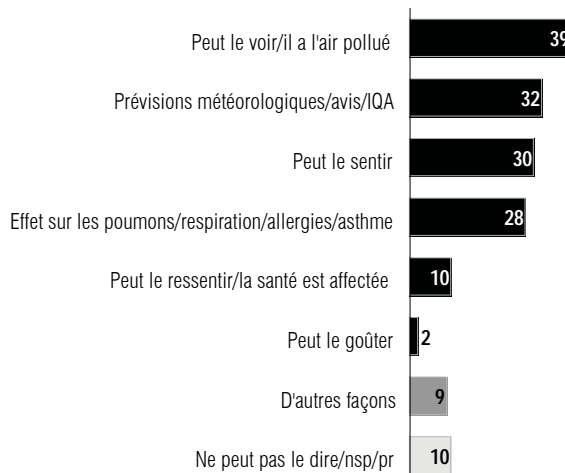
Comment évalueriez-vous la qualité de l'air dans votre communauté au cours des deux derniers jours ? Était-elle... ?

Sur quoi on se base pour identifier une mauvaise qualité de l'air

Deux sondages ont évalué *comment* les Canadiens s'y prennent pour déterminer par eux-mêmes si la qualité de l'air dans leur localité est mauvaise (Environics, 2005a et 2007a). Les résultats indiquent que la population se fie surtout à ses propres sens plutôt qu'à des sources publiées ou aux avis diffusés dans les médias, pour déceler des conditions de pollution atmosphérique. Quand ils sont invités à dire comment ils font pour savoir quand la qualité de l'air est mauvaise, une forte majorité de résidents disent le savoir en se basant sur ce qu'ils voient et sentent ou à partir de leurs propres symptômes, alors qu'une proportion considérablement plus faible d'entre eux se fient aux prévisions météorologiques ou aux avis. De surcroît, une majorité nette de Canadiens affirment pouvoir identifier une mauvaise qualité de l'air dès qu'ils sortent à l'extérieur (Environics, 2005a et 2007a). Ces résultats sont notables en ce qu'ils révèlent une raison importante pour laquelle les Canadiens ne prêtent pas plus attention à l'IQA et aux avis de qualité de l'air. Le public a peut-être besoin de mieux comprendre ce que signifie une mauvaise qualité de l'air avant de pouvoir modifier sa tendance à se fier à des indices visuels ou autres plutôt qu'à des indicateurs fondés sur des données scientifiques.

Comment savez-vous quand la qualité de l'air est mauvaise

National 2004



Source: Environics, 2005a

Comment sauriez-vous à quel moment la qualité de l'air dans votre région est mauvaise ? Est-ce tout ?

LA POLLUTION DE L'AIR ET LA SANTÉ

Un des objectifs du processus mis en œuvre consiste à améliorer les IQA des Canadiens pour qu'ils reflètent davantage des préoccupations relatives à la santé humaine. Ainsi, l'évaluation des connaissances et des perceptions du public à l'égard du lien qui existe entre la santé humaine et la pollution atmosphérique a été un sujet prioritaire dans les sondages d'opinion publique. Cette question a été examinée sous plusieurs angles différents, y compris les perceptions générales de l'incidence de la pollution atmosphérique sur la santé et les groupes les plus à risque, de même que la mesure dans laquelle les Canadiens croient être individuellement touchés par la pollution de l'air.

Effets généraux sur la santé humaine

La plupart des Canadiens reconnaissent et admettent que la pollution de l'air a une grande incidence sur la santé humaine. Que les sondages utilisent des échelles numériques ou en mots, une majorité des résidents affirment que la pollution de l'air a une forte incidence sur la santé des Canadiens (EKOS, 2000 et 2001; Environics, 2002 et 2005a). Les résultats d'un sondage national suggèrent que cette perception s'est légèrement renforcée (en hausse de 3 points) entre 2001 et 2004 (Environics, 2002 et 2005a). Au sein des diverses études, les opinions sont remarquablement constantes dans les diverses régions du pays.

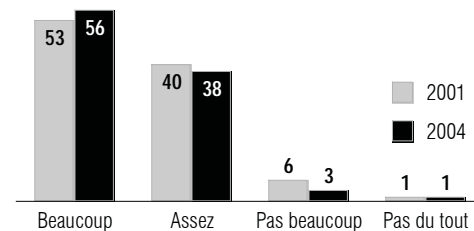
Plusieurs sondages ont examiné plus en profondeur les types de problèmes de santé que les gens associent à la pollution de l'air, habituellement par une question n'offrant pas de suggestions de réponse. Les effets sur la santé sont surtout perçus en termes de maladies respiratoires et de difficulté à respirer (p.ex., CRA, 1994a-c), et ceci est demeuré constant entre 2001 et 2004 (Environics, 2002 et 2005a). Cependant, un pourcentage considérable de Canadiens ont aussi été d'accord pour dire, avec suggestion, que la pollution de

l'air peut contribuer au cancer, aux maladies du cœur et, même, à des éruptions cutanées (Environics, 2005a).

Quelques sondages ont voulu élucider si les Canadiens pensent que les effets de la pollution de l'air sur la santé sont immédiats ou à plus long terme (Environics, 2005a et 2007a). Le public a tendance à penser que la pollution de l'air a des effets chroniques (à plus long terme) plutôt qu'aigus sur la santé, en partie parce que c'est la façon dont ils ont tendance à percevoir les maladies respiratoires. Toutefois, même chez ceux qui disent initialement que les effets à long terme sont les plus probables, une majorité d'entre eux admettent que les Canadiens peuvent aussi subir des effets immédiats sur la santé résultant de la pollution de l'air (Environics, 2005a).

Incidence perçue de la qualité de l'air sur la santé des Canadiens

National 2001-2004



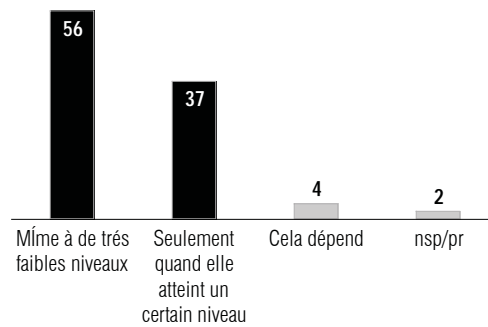
Source: Environics, 2005a

Selon vous, dans quelle mesure la pollution de l'air nuit-elle à la santé des Canadiens ? Nuit-elle ... ?

Un autre aspect important consiste à savoir si le public pense que la pollution de l'air, quel qu'en soit le niveau, a une incidence sur la santé humaine ou si cela ne se produit qu'à partir d'un certain seuil. Le concept des seuils est implicitement suggéré par le système actuel d'avis de qualité de l'air (par lequel des avis d'intérêt public sont émis quand les données sur la qualité de l'air atteignent un niveau prédéterminé), mais les données scientifiques actuelles indiquent que des effets sur la santé peuvent être ressentis à tout niveau. Quand on les invite à dire quel point de vue correspond le plus au leur, les Canadiens n'expriment aucun consensus sur cette question, quoique la balance de l'opinion penche en faveur du point de vue selon lequel la pollution de l'air, quel qu'en soit le niveau, a une incidence sur la santé (Environics, 2005a).

Des recherches antérieures démontrent toutefois clairement que les Canadiens s'approprient le concept des seuils dans leur interprétation de l'IQA. Dans plusieurs sondages, le public a eu tendance à dire que la pollution de l'air commence à avoir une incidence sur la santé humaine une fois que son niveau descend en-dessous du point le plus positif de l'échelle (p.ex., quand elle passe de « bonne » à « passable ») (Environics, 2005a). Ce résultat suggère que le public conclut soit à l'existence d'un seuil pour les effets sur la santé ou qu'il prend pour acquis que le niveau « le plus propre » de l'échelle de l'IQA signifie l'absence de toute trace de polluants.

Point auquel la pollution de l'air a une incidence sur la santé National 2004



Source: Environics, 2005a

Croyez-vous que la pollution de l'air nuit à la santé des gens peu importe le niveau atteint, c'est-à-dire même lorsque les niveaux de polluants dans l'air sont très faibles ? Pensez-vous plutôt que les répercussions sur la santé se font sentir seulement quand la pollution de l'air atteint un certain niveau ?

Sous-échantillon : Personnes qui pensent que la pollution de l'air nuit beaucoup, quelque peu ou pas beaucoup à la santé des Canadiens (n=1,470)

Individus les plus à risque de la pollution de l'air

Deux sondages ont exploré les perceptions du public à propos des types d'individus qu'ils croient être les plus à risque de subir les effets sur la santé de la pollution de l'air (Environics, 2005a et 2007). Quand ils évaluent qui est le plus à risque, les Canadiens ont le plus tendance à penser que ce sont les personnes âgées, suivies des enfants ou des nourrissons, ainsi que les personnes qui éprouvent déjà des problèmes de santé (surtout liés à des maladies respiratoires). Hormis ces segments, très peu d'entre eux ont tendance à penser à des gens en bonne santé (comme eux-mêmes) qui sont tout simplement plus exposés à la pollution de l'air en raison de l'endroit où ils vivent ou travaillent ou, encore, qui pratiquent des activités vigoureuses. Ces données suggèrent que les Canadiens ont tendance à penser que les effets sur la santé d'une mauvaise qualité de l'air ne touchent pas tout le monde, mais surtout ceux qui sont les plus vulnérables au plan santé. Cette façon de voir les choses est soutenue par l'absence de symptômes aigus pouvant être indéniablement liés à la qualité de l'air.

Type de personnes les plus à risque de la pollution de l'air

National 2004

Personnes âgées/aînés	71
Enfants/nourrissons	58
Personnes ayant des troubles cardiaques	49
Problèmes préexistants	22
Problèmes respiratoires	16
Asthme	14
Systèmes immunitaires affaiblis	10
Troubles cardiaques	3
Allergies	2
Autres problèmes	1
Personnes exposées aux polluants	4
Personnes travaillant/exercice à l'extérieur	3
Fumeurs	2
Résidents en milieu urbain	2
Autres	7
Tout le monde	9
nsp/pr	4

Source: Environics, 2005a

Selon vous, quelles catégories d'individus sont les plus susceptibles d'éprouver des problèmes de santé découlant de la pollution de l'air ?

Sous-échantillon : Personnes qui pensent que la pollution de l'air nuit beaucoup, quelque peu ou pas beaucoup à la santé des Canadiens (n=1,470)

Effets sur la santé des individus

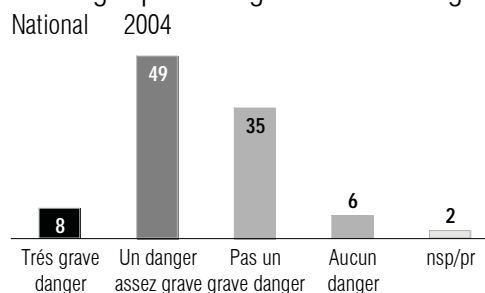
Dangers pour la santé de la population locale

Si les Canadiens disent que la pollution de l'air a nettement des effets sur la santé des Canadiens en général, ils ont visiblement moins tendance à reconnaître que tel est le cas dans leur propre collectivité. Très peu (8 %) d'entre eux croient que la pollution de l'air représente un danger grave pour la santé des gens qui vivent dans leur région, le point de vue le plus répandu étant que cela représente un danger « assez grave » (49 %) ou « pas grave » (35 %) (Environics, 2005a). Ces données sont révélatrices en ce qu'elles indiquent la tendance d'un grand nombre à se dissocier des dangers qu'ils attribuent à une mauvaise qualité de l'air, ce qui peut faire obstacle à l'utilisation de l'IQA par les Canadiens.

Ces résultats sont cohérents avec ceux obtenus dans d'autres sondages d'opinion publique réalisés par Environics (FOCUS CANADA) qui démontrent que l'évaluation faite par les Canadiens à propos des niveaux généraux de pollution croît de façon linéaire à mesure qu'on s'éloigne de leur voisinage, leur province, le pays et le monde dans son ensemble (Environics, 2005b).

Certaines données indiquent des différences urbaines-rurales dans les perceptions des dangers que représentent les conditions locales de qualité de l'air (CRA, 1994a-c et 1997; Environics, 2005a, 2006a, 2007a-b). Cependant, ces résultats ne sont pas concluants puisque les données disponibles se compliquent du fait que certains des sondages ont été réalisés immédiatement après l'émission d'un avis de qualité de l'air, ce qui peut avoir influencé la gravité que les résidents associent aux dangers possibles pour la santé.

La pollution de l'air représente-t-elle un danger pour les gens de votre région ?



Source: Environics, 2005a

Dans quelle mesure croyez-vous que la pollution de l'air présente un danger pour la santé des gens habitant dans votre région ? S'agit-il d'un danger ... ?

Sous-échantillon : Personnes qui pensent que la pollution de l'air nuit beaucoup, quelque peu ou pas beaucoup à la santé des Canadiens (n=1,470)

Effets sur la santé des ménages

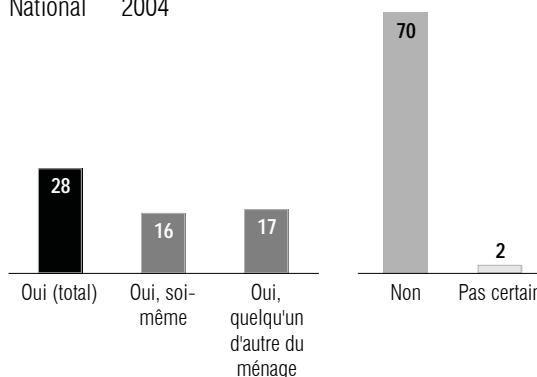
Alors qu'on observe une nette tendance à se centrer sur les effets de la qualité de l'air sur des populations vulnérables, une proportion notable de Canadiens croient que leur santé ou celle de quelqu'un d'autre dans leur ménage est touchée par la pollution atmosphérique. Le sondage national de 2004 a révélé que près de trois sur dix ménages rapportent avoir subi un certain type d'effet sur la santé à cause de la pollution de l'air au cours des deux dernières années, surtout sous la forme d'asthme et d'autres problèmes respiratoires (Environics, 2005a). Une question légèrement différente posée en 2001 avait révélé que près d'un sur quatre des Canadiens disent subir ou avoir subi (personnellement) des problèmes de santé qui, selon eux, seraient causés par la pollution de l'air (Environics, 2002). De plus, un sur dix des Canadiens affirment avoir reçu l'avis d'un médecin à propos des effets de la pollution de l'air sur leur santé, comprenant le plus souvent des directives telles que cesser de fumer ou de rester à l'intérieur et de réduire leur niveau d'activité (Environics, 2002).

Les Canadiens qui rapportent que la santé de leur ménage a été touchée par la pollution de l'air se montrent plus sensibles aux problèmes de qualité de l'air de plusieurs façons. Ils sont plus enclins à se dire préoccupés par la qualité de l'air, à entretenir des perceptions plus négatives au sujet de la qualité de l'air de leur localité, à croire que la pollution de l'air a une grande incidence sur la santé et à associer la pollution de l'air à des troubles de santé précis. Cependant, même au sein de ce groupe, seulement 17 p. 100 jugent que la qualité de l'air local représente un grave danger (Environics, 2005a). Cela suggère que les gens perçoivent la pollution de l'air davantage comme un facteur exacerbant des problèmes déjà présents plutôt que comme une importante cause de maladies.

Les sondages réalisés après l'émission d'un avis ont rapporté des niveaux notables d'effets sur la santé des ménages dans la vallée du Fraser (27 %), à Toronto (22 %) et à Montréal (17 %) que les résidents croyaient être en mesure d'associer à ce récent épisode de mauvaise qualité de l'air (Environics, 2005a). À première vue, ces résultats suggèrent qu'une proportion étonnamment élevée de résidents ont une réaction physique à la pollution de l'air ou, du moins, qu'ils sont sensibles à cette éventualité. Alors que ces résultats méritent un examen plus en profondeur, ils ne justifient pas une conclusion définitive, puisque les effets sur la santé rapportés peuvent avoir été très légers et que leur lien avec la pollution de l'air est très conjectural, peut-être même suggéré par la question qui avait été posée au cours du sondage.

Ont personnellement subi des effets sur la santé résultant de la pollution de l'air au cours des deux dernières années

National 2004



Source: Environics, 2005a

Est-ce que vous-même ou une autre personne de votre foyer avez éprouvé un quelconque problème physique ou de santé au cours des deux dernières années qui pourrait être attribué à la pollution de l'air à ce moment ?

Connaissance des mesures pour se protéger

Malgré le fait qu'ils reconnaissent les risques pour la santé que la pollution de l'air représente, les Canadiens ne croient pas pouvoir facilement faire quelque chose pour réduire ces risques, ce qui démontre une compréhension plutôt limitée des mesures de protection appropriées dans les situations où la qualité de l'air est mauvaise.

À l'échelle nationale, en réponse à une question où des choix de réponses ne leur étaient pas présentés, les résidents ont eu le plus tendance à dire qu'ils pouvaient réduire leurs risques d'exposition pendant les épisodes de mauvaise qualité de l'air en demeurant à l'intérieur (20 %), en sortant des régions polluées (14 %) ou en portant un masque filtrant (12 %). Très peu ont identifié des stratégies telles qu'éviter de faire de l'exercice vigoureux ou de s'exposer à certains moments de la journée, alors qu'un sur quatre des Canadiens n'ont pas pu identifier de façons de réduire leur exposition (Environics, 2005a). Ces résultats correspondent à ceux obtenus lors des sondages réalisées auprès de collectivités spécifiques (CRA, 1994a-c et 1997; Environics, 2005a et 2007b).

La perception du caractère localisé de la pollution de l'air amène les gens à présumer qu'ils peuvent éviter ses effets en s'éloignant des sources. Ainsi, en réponse à une question de suivi, offrant des suggestions, la plupart des Canadiens pensent que s'éloigner des régions urbaines (89 %) ou éviter les zones où la circulation est dense (91 %) seront des façons efficaces de réduire leur exposition personnelle. Un grand nombre d'entre eux sont également d'accord pour dire qu'éviter de faire des activités nécessitant des efforts vigoureux (48 %) ou que rester à l'intérieur (57 %) fera une différence, quoique ces mesures ne sont pas largement perçues comme étant efficaces, comparativement à s'éloigner des régions polluées (Environics, 2005a).

Comment réduire son exposition personnelle aux effets de la pollution de l'air sur la santé National 2004

Demeurer à l'intérieur	20
Sortir de la ville/de la région polluée	14
Porter un masque filtrant	12
Modifier les habitudes de conduite	8
Utiliser purificateur/filtreur d'air	7
Déménager à la campagne/région rurale	7
Éviter les zones où la circulation est dense	6
Éviter la fumée secondaire	5
Fumer moins	4
Faire de l'exercice/vivre sainement	4
Pressions sur le gouvernement	4
Éviter l'exposition à certains moments de la journée	4
Utiliser le transport en commun	3
Réduire les activités pendant les avis	3
Éviter les activités vigoureuses	3
S'informer/sensibilisation accrue	2
Autre	20
Aucune façon de réduire l'exposition	12
nsp/pr	15

Source: Environics, 2005a

Un des objectifs des avis sur la qualité de l'air est d'indiquer aux gens les répercussions sur la santé associées à la pollution de l'air et de leur recommander des moyens pour limiter leur niveau d'exposition. Avez-vous l'impression que ce genre d'avis est très efficace, plutôt efficace, pas très efficace ou pas du tout efficace pour aider les gens à réduire leur niveau d'exposition à la pollution de l'air ?

LES AVIS DE QUALITÉ DE L'AIR ET L'IQA

L'indice de la qualité de l'air (IQA) et les avis émis pendant des épisodes de mauvaise qualité de l'air représentent les principaux moyens pour avertir les collectivités du besoin de prendre des mesures pour réduire l'exposition aux effets nocifs sur la santé. Les sondages d'opinion publique ont exploré la sensibilisation des Canadiens aux annonces sur la qualité de l'air, tant en général qu'immédiatement à la suite d'un événement, de même que leur comportement (prévu et réel) quand ils sont devant un message sur la qualité de l'air, ainsi que la valeur qu'ils accordent à de tels avis. De surcroît, quelques sondages ont exploré spécifiquement les connaissances et les expériences du public à propos de l'IQA dans leur collectivité et un autre sondage a évalué le projet-pilote sur le nouvel IQAS en Colombie-Britannique.

Rappel des avis de qualité de l'air

Une série de sondages d'opinion publique ont porté sur la sensibilisation publique aux annonces ou à l'information sur la qualité de l'air ou la pollution de l'air; ils ont révélé une sensibilisation vaste, mais loin d'être universelle, à cette information. Quand le sondage n'est *pas* centré sur un événement en particulier en matière de qualité de l'air, une pluralité de Canadiens (variant de 40 % à 60 %) affirment qu'ils se rappellent avoir vu ou entendu de l'information sur la qualité de l'air, peu importe le délai (p.ex., l'été dernier, l'an dernier, les deux années antérieures) (EKOS, 2000 et 2001; Environics, 2002 et 2005a). Comme on pouvait s'y attendre, le rappel des avis est le plus grand dans les régions où ils sont émis le plus souvent, notamment les grands centres urbains au pays (Environics, 2005a).

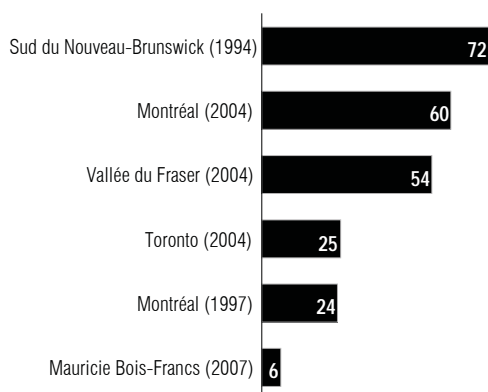
Contrairement à la constance observée généralement dans ces réponses, le niveau de rappel des annonces sur la qualité de l'air mesuré après un épisode de mauvaise qualité de l'air varie considérablement. Ces niveaux varient d'un minimum de six pour cent dans les régions

de la Mauricie et des Bois-Francs, au Québec (Environics, 2007b), à un taux de rappel maximum de 72 p. 100 dans le sud du Nouveau-Brunswick (CRA, 1994a). La variation observée entre les collectivités semble être en partie attribuable à la fréquence habituelle des avis et, par conséquent, à la visibilité qu'ils ont quand ils sont émis. Par exemple, en 2004, Montréal a traversé le pire épisode de qualité de l'air que la ville a jamais connu pendant l'hiver (des niveaux dépassant 100 sur l'échelle de l'indice de la qualité de l'air) et cela a suscité une grande couverture médiatique et entraîné un taux de sensibilisation à l'égard de l'avis de 60 p. 100 au sein de la population générale.

La raison pour laquelle un plus grand nombre de résidents n'ont pas remarqué ces avis s'explique en partie par le fait que la plupart des gens n'ont pas l'habitude de chercher régulièrement de l'information sur la qualité de l'air. Lors des trois sondages post-événements réalisés en 2004, moins d'un sur cinq des résidents dans

Rappel des avis de qualité de l'air

Post-événement Par collectivité



Source: CRA, 1994a et 1997; Environics, 2005a et 2007b

Vous souvenez-vous d'avoir vu ou entendu une annonce ou de l'information sur la mauvaise qualité de l'air dans votre région au cours des derniers jours ?

chaque collectivité qui ont remarqué l'avis ont affirmé qu'ils cherchaient précisément à trouver cette information à ce moment-là (Environics, 2005a).

Rappel du contenu

La sensibilisation à un avis est la première étape indispensable pour informer le public à propos des mauvaises conditions de qualité de l'air, mais tout aussi important est le fait s'assimiler le contenu et de le retenir. Jusqu'à présent, la recherche suggère que la plupart des résidents n'ont retenu guère plus des avis de qualité de l'air que le fait que la qualité de l'air dans leur région n'était pas bonne. Dans les cinq sondages réalisés après un épisode de mauvaise qualité de l'air, peu de résidents arrivaient à se rappeler de messages spécifiques sur les effets possibles sur la santé, les types de personnes les plus à risque, les façons de réduire leur exposition ou les données précises de l'IQA pour cette journée (CRA, 1994a et 1997; Environics, 2005a). Même quand on le leur demande spécifiquement, peu de résidents au courant d'un avis pouvaient se rappeler exactement le niveau de l'IQA rapporté, une proportion variant d'un minimum de quatre pour cent à Montréal à un maximum de 23 p. 100 dans la vallée du Fraser (Environics, 2005a).

Source de rappel

Les résidents qui se rappellent une annonce sur la qualité de l'air ou un avis ont le plus tendance à dire qu'ils l'ont vu à la télévision, suivie de la radio et des journaux (CRA, 1997; Environics 2005a). Une exception a été observée à la suite d'un avis de qualité de l'air émis au cours d'un événement dans le sud du Nouveau-Brunswick où les résidents ont eu le plus tendance à se rappeler avoir entendu récemment un avis à la radio (CRA, 1994a). Très peu d'individus (moins de 10 %) mentionnent d'autres sources telles qu'Internet, des panneaux-réclame ou leurs familles et amis. Lorsqu'un avis de smog a été émis à Montréal en 2004, neuf pour cent ont mentionné avoir vu quelque chose à ce sujet sur des panneaux-réclame situés sur les grandes artères de circulation (Environics, 2005a).

L'importance de la télévision comme source de rappel est un patron habituel pour la plupart des publicités ou des campagnes de services publics, même quand plusieurs médias sont utilisés (et parfois même quand la télévision ne fait pas partie de la combinaison des médias). Par conséquent, si les médias secondaires tels que les journaux et la radio suscitent moins de rappel, leur utilité ne doit pas être sous-estimée puisque les différents médias ont des forces différentes (dépassant simplement l'accroissement de la sensibilisation).

Rappel du contenu des avis



Source: Environics, 2005a

Pouvez-vous indiquer ce que vous vous rappelez avoir vu ou entendu ? Y a-t-il autre chose ?

Sous-échantillon : Personnes au courant de l'avis récen (N=217)

Réponse aux avis

Les sondages d'opinion publique sur la qualité de l'air ont examiné à la fois les comportements prévus et réels des Canadiens quand ils sont en face d'annonces sur la qualité de l'air. Les données disponibles montrent que les Canadiens se disent prêts à modifier leurs habitudes ou leur mode de vie en réponse à un avis, mais que la plupart d'entre eux ne le font pas.

Trois sondages distincts ont montré que près de huit sur dix Canadiens affirment qu'il est probable qu'ils fassent quelque chose de différent après un avis (une situation hypothétique), mais pas plus de 55 p. 100 ont indiqué une « forte probabilité » ou dit qu'il était « très probable » qu'ils le fassent (EKOS, 2000 et 2001; Environics, 2001).

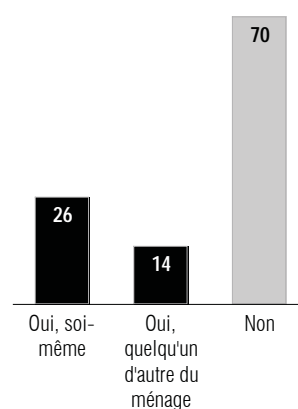
Pour ce qui se rapporte à un épisode véritable, habituellement le quart des Canadiens environ qui sont au courant d'un avis affirment qu'eux-mêmes ou quelqu'un d'autre dans leur ménage ont fait quelque chose en réponse à cet avis. La gravité de l'avis émis ne semble pas non plus encourager une réponse plus grande chez le public. Le niveau le plus élevé de réponse du ménage a été observé à Toronto (42 %), suivi de la vallée du Fraser (30 %) (Environics, 2005a). Par comparaison, les niveaux de réponse ont été plus faibles à Montréal en 2004 (23 %), soit après le pire épisode de qualité de l'air jamais observé dans cette ville pendant l'hiver, ainsi que dans le sud du Nouveau-Brunswick (26 %), même s'il s'agit de l'avis ayant suscité le niveau de rappel le plus élevé qu'on ait mesuré jusqu'à maintenant (Environics, 2005a; CRA, 1994a).

Le fait que la réponse des gens à une situation hypothétique soit considérablement plus grande que la réponse réelle de ceux qui ont entendu un avis est cohérent avec de nombreuses études qui indiquent que les intentions dépassent habituellement le comportement réel, en particulier quand il s'agit de comportements relatifs à un danger pour la santé aussi reconnu que la qualité de l'air. De surcroît, cela confirme que la volonté de poser un geste n'est pas un indicateur exact des comportements futurs.

Néanmoins, environ la moitié de ceux qui étaient au courant de l'avis en ont pris suffisamment connaissance pour en discuter avec quelqu'un d'autre (p.ex., amis, famille, collègues de travail) (Environics, 2005a). Cela indique que l'information a franchi un seuil minimum de pertinence, même si peu de changements ont été rapportés en termes de gestes tangibles.

Changement de comportement en réponse à un avis

Vallée du Fraser 2004



Source: Environics, 2005a

Est-ce que vous, ou une autre personne de votre foyer, avez fait quelque chose différemment en conséquence de l'avis ?

Sous-échantillon : Personnes au courant de l'avis récent (N=217)

Mesures spécifiques prises

Même parmi ceux qui rapportent avoir fait des changements en réponse à un événement de mauvaise qualité de l'air, les efforts se sont largement limités à un seul type, soit le plus souvent passer moins de temps à l'extérieur (CRA, 1994a-c et 1997; Environics, 2005a). Hormis une question sans suggestion se rapportant aux gestes qui avaient été posés, les sondages post-événements n'ont pas mesuré avec plus de précision l'étendue de ces gestes ni intégré des mesures objectives de validation; néanmoins, il est probable qu'un grand nombre des efforts rapportés ont été de nature symbolique ou exagérés.

Certains sondages ont exploré les perceptions des gens au sujet des gestes qu'ils *poseraient probablement* en cas d'avis. Les résidents se voyaient offrir une liste de changements de mode de vie ou de comportements possibles, puis ils étaient invités à dire dans quelle mesure il était probable qu'ils adoptent chacun d'eux advenant une cote de mauvaise qualité de l'air. Dans l'ensemble, le degré d'intention exprimé varie en fonction des types de gestes proposés, en fonction du niveau d'inconvénient ou de dérangement. Par exemple, parmi

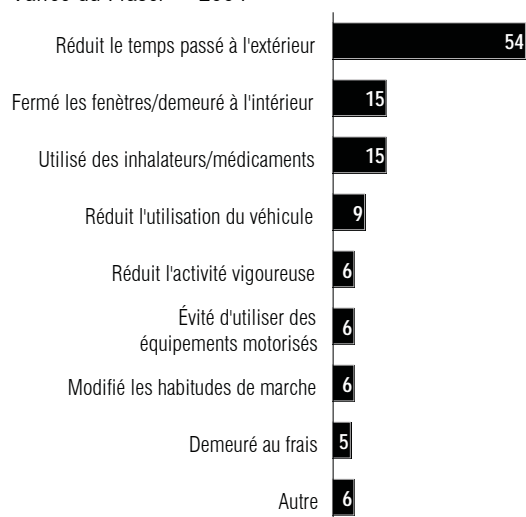
ces changements, les résidents ont le plus tendance à dire qu'ils n'utiliseront pas de peintures à l'huile, de solvants ou d'aérosols (que relativement peu de gens utilisent régulièrement) et qu'ils éviteraient de faire des activités nécessitant des efforts vigoureux (CRA, 1994a-c et 1997; EKOS, 2000 et 2001). En réponse à cette question, les gens ont eu le moins tendance à dire qu'ils utiliseraient moins leur automobile pendant un épisode de mauvaise qualité de l'air.

Que les questions se rapportent à des épisodes réels ou hypothétiques de mauvaise qualité de l'air, les changements sont généralement centrés sur des gestes destinés à réduire l'exposition à la mauvaise qualité de l'air, plutôt que sur des efforts destinés à réduire la contribution individuelle à la pollution de l'air (CRA, 1994a-c et 1997; Environics, 2005a). Même s'ils admettent que les individus contribuent à la pollution de l'air, les Canadiens ont tendance à être d'avis que le gouvernement fédéral (35 %) ou les entreprises (22 %) doivent jouer un rôle de premier plan pour régler ces problèmes (Environics, 2002).

Un petit nombre de sondages ont exploré spécifiquement les perceptions des Canadiens sur les façons dont ils peuvent aider à réduire le smog dans leur région. Règle générale, le public semble croire assez fortement que les individus peuvent faire quelque chose pour réduire la pollution de l'air (55 % sont fortement d'accord et 35 % sont plutôt d'accord), surtout en réduisant l'utilisation de leur véhicule personnel et en utilisant d'autres modes de transport (CRA, 1994a-c, 1997; Environics, 2002). Quand on leur fournit une liste des mesures possibles pour réduire la pollution de l'air, les Canadiens se sont montrés les plus disposés à faire des changements comportant beaucoup d'inconvénients ou de dépenses, mais dans un avenir lointain et non-précisé (p.ex., choisir un véhicule à faible consommation d'essence). Ils étaient moins en faveur de changements nécessitant moins d'efforts personnels, mais qui avaient des implications financières immédiates (p.ex., payer plus cher pour l'essence). Ces perceptions sont clairement différentes du comportement réel des gens et, par conséquent, ce type de question ne doit pas être utilisé pour prévoir les gestes qui seront posés dans l'avenir.

Ce que les gens ont fait différemment en réponse à un avis

Vallée du Fraser 2004



Source: Environics, 2005a

Qu'est-ce que vous ou l'autre personne avez fait dans ce cas? Est-ce tout ?

Sous-échantillon : Personnes ayant fait quelque chose différemment en conséquence de l'avis (n=65)

Obstacles à l'adoption de mesures

Tous les sondages post-événements ont demandé à ceux qui n'avaient rien fait en réponse à un avis de qualité de l'air quelle en avait été la raison (sans leur offrir de suggestions de réponses). Les données révèlent un patron constant regroupant principalement deux types d'obstacles. Premièrement, un grand nombre d'entre eux affirment qu'il n'était *pas nécessaire* de prendre des mesures puisqu'ils n'étaient pas touchés eux-mêmes par la qualité de l'air ambiant à ce moment-là ou qu'ils n'étaient pas à risque, soit parce que cela n'avait pas d'incidence sur leur santé ou parce qu'ils ne croyaient pas que le niveau de qualité de l'air présentait des risques. Deuxièmement, d'autres résidents ont adopté une approche plus fataliste, exprimant le point de vue selon lequel il ne leur était *pas possible* de faire quoi que ce soit au sujet de cet épisode de mauvaise qualité de l'air, soit parce qu'ils ne pouvaient modifier leur routine à ce moment-là ou parce qu'ils étaient d'avis qu'il n'y avait aucun moyen d'éviter de respirer de l'air pollué (CRA, 1994a-c et 1997; Environics, 2005a).

Familiarité et utilisation de l'IQA

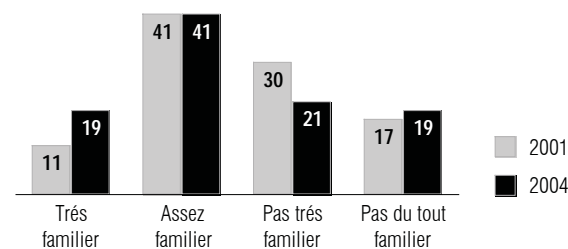
Quelques sondages ont exploré les connaissances et les expériences des Canadiens se rapportant à l'indice de la qualité de l'air (IQA) dans leur collectivité. Les données suggèrent que, si l'IQA est raisonnablement familier aux Canadiens, seulement une minorité d'entre eux semblent utiliser cette information régulièrement d'une quelconque façon.

En 2004, six sur dix Canadiens ont dit que l'IQA de leur localité leur était au moins assez familier, ce qui représente une augmentation notable depuis 2001 (52 %) (Environics, 2002 et 2005a). Pour les données de 2004, le degré de familiarité de l'IQA le plus élevé a été observé en Ontario, en particulier à Toronto. Ce patron a aussi été apparent dans les sondages post-événements qui ont été réalisés au cours de la même année et où les résidents de Toronto ont été ceux qui connaissaient le plus leur IQA, alors que les Montréalais ont été ceux qui le connaissaient le moins (Environics, 2005a).

Parmi ceux qui disent que l'IQA leur est familier, un sur cinq (20 %) affirme l'utiliser souvent, alors qu'une proportion additionnelle de 37 p. 100 rapportent le faire à l'occasion (Environics, 2005a). Cela représente une très légère augmentation depuis 2001, soit lorsque 17 p. 100 affirmaient utiliser souvent l'IQA (Environics, 2002). Même dans un « centre » de pollution de l'air comme la région du Grand Toronto, seulement le

Degré de familiarité de l'indice de la qualité de l'air local

National 2001-2004



Source: Environics, 2005a

Diriez-vous que vous connaissez très bien, assez bien, pas très bien ou pas du tout ce que l'on appelle l'Indice de la qualité de l'air pour votre région qui est présentement diffusé par les médias ?

quart des résidents qui disent que l'IQA leur est familier affirment le consulter régulièrement pour obtenir de l'information sur les conditions actuelles.

Quelques sondages ont tenté de reporter l'utilisation possible d'un indice de la qualité de l'air dans le même contexte que celui avec lequel les Canadiens utilisent présentement les bulletins météorologiques, les avertissements météorologiques et l'information sur le rayonnement UV (EKOS, 2000 and 2001). Il semble que les prévisions sur la qualité de l'air aient beaucoup de chemin à faire avant d'être suivies avec autant d'attention que ces autres types de prévisions. La recherche a montré que les trois quarts des Canadiens affirment utiliser souvent l'information sur les conditions météorologiques et moitié moins souvent les avertissements météorologiques (pour des événements pouvant présenter des dangers tels que les orages violents, les averses de pluie abondante, les vents forts ou les tempêtes de neige). L'utilisation actuelle de l'IQA semble se rapprocher davantage du niveau d'utilisation rapporté pour l'indice UV en 2001 (15 % fréquemment).

Un projet-pilote réalisé à Kamloops en C.-B. sur la diffusion du nouvel Indice de la qualité de l'air relatif à la santé (IQAS) par le truchement de la radio communautaire et d'Internet a révélé qu'un sur quatre des résidents s'étaient rappelé quelque chose à propos d'Airplay (la campagne) ou de l'IQAS (Environics, 2007a). Cela a été jugé comme étant un niveau de sensibilisation remarquable, puisqu'il a été atteint par l'utilisation exclusive de la radio qui, habituellement, ne rejoint pas de vastes auditoires, comparativement à la télévision.

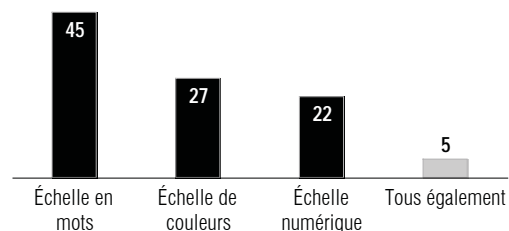
Préférence pour le format de l'IQAS

Les IQA sont habituellement présentés sous trois formats différents (des mots, des couleurs, des chiffres) et les trois ne sont pas tous reconnus également par les Canadiens. L'échelle en mots est celle qui est la plus familière chez le public, comparativement aux échelles de couleurs et numériques, c'est également le format jugé comme étant le plus utile des trois. Cela est vrai tant à l'échelle nationale que dans les trois collectivités (vallée du Fraser, Toronto et Montréal) qui ont fait l'objet d'un sondage après un épisode de mauvaise qualité de l'air (Environics, 2002 et 2005a). Alors que la recherche n'a pas cherché à élucider plus en profondeur quelles sont les raisons expliquant cette préférence, il peut s'agir du fait que les descriptions en mots sont la façon la plus intuitivement évidente permettant à la plupart des gens de distinguer différents niveaux de qualité de l'air. C'est-à-dire, des expressions telles que « bonne » ou « mauvaise » s'intègrent plus facilement dans le « modèle mental » de la qualité de l'air qu'une couleur ou un chiffre.

Un sondage a révélé que les Canadiens souhaiteraient voir l'information sur la qualité de l'air présentée *à la fois* dans un format numérique et dans un format descriptif, plutôt que seulement dans un ou l'autre format (EKOS, 2000). Il est facile de comprendre que les gens puissent désirer plus d'information (c.-à-d. numérique et descriptive) à propos d'une chose qui ne leur est pas particulièrement familière.

Format de l'IQA le plus utile

National 2004



Source: Environics, 2005a

Lequel de ces modèles trouvez-vous personnellement le plus utile ?

Sous-échantillon : Personnes qui connaissent plus d'un modèle d'IQA (n=669)

Valeur perçue des avis

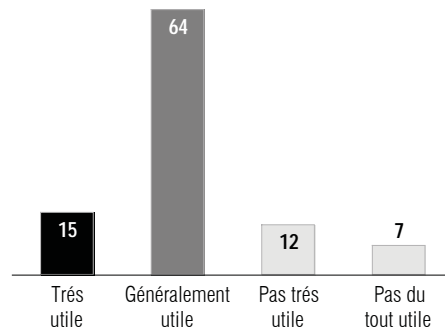
Les sondages d'opinion publique réalisés après l'émission d'un événement de mauvaise qualité de l'air ont examiné la valeur que le public accorde à ces avis sous plusieurs aspects, en leur demandant dans quelle mesure l'avis leur a été utile, dans quelle mesure il leur est important de recevoir l'information contenu dans un avis, ainsi que dans quelle mesure ils croient que les avis sont efficaces pour aider les gens à réduire leur exposition à la pollution de l'air. Même s'ils n'ont rien fait de l'information qu'ils ont apprise par le truchement d'un avis, les Canadiens attachent beaucoup de valeur à ce type d'information.

Dans trois sondages post-événements réalisés en 2004, plus des trois quarts des résidents dans chaque collectivité (vallée du Fraser, Toronto et Montréal) qui se souvenaient d'un avis récent ont au moins qualifié cette information d'utile (Environics, 2005a). Des sondages analogues menés au Nouveau-Brunswick et à Montréal au cours de la décennie antérieure avaient révélé que des proportions légèrement moindres, mais toujours majoritaires, de résidents jugeaient que l'information présentée dans l'avis était utile (74 % et 59 %, respectivement) (CRA, 1994a et 1997). De façon plus générale, de fortes majorités de gens affirment qu'il leur est important d'être informés de l'émission des avis de smog et de recevoir l'information sur les avis se rapportant au niveau de l'IQA, sur la durée de l'épisode prévu, ainsi que sur la façon de réduire leur exposition personnelle et leur contribution individuelle à ce problème (CRA, 1994a-c et 1997; Environics, 2005a).

Les appuis du public en faveur des avis de qualité de l'air s'observent également dans le fait que les résidents sont généralement positifs à l'égard de leur efficacité perçue à aider les gens à réduire leur exposition à la pollution de l'air. Dans la plupart des collectivités étudiées après l'émission d'un avis de qualité de l'air, environ les trois quarts des résidents croient que ces avis réussissent au moins assez efficacement à aider les gens à réduire leur exposition (CRA, 1994a-c et 1997, Environics, 2005a et 2007b). Par comparaison, les résidents du Québec ont des points de vue divisés (Montréal : 47 % en 1997 et 53 % en 2004 / Mauricie Bois-Francs : 51 % en 2007). Règle générale, les résidents ont moins tendance à croire qu'un avis encouragera les gens à réduire les activités qui *contribuent* au smog (CRA, 1994a-c and 1997).

Ces expressions aussi claires de la valeur des avis de qualité de l'air semblent certainement être en conflit avec l'incidence limitée que ces avis ont eu jusqu'à maintenant pour favoriser l'adoption de mesures destinées à réduire l'exposition individuelle. Cela peut tout simplement correspondre à la tendance des gens à dire prioritaire une chose à laquelle ils pensent qu'ils devraient accorder plus d'attention, mais qu'ils ne sont pas suffisamment motivés ou capables de faire eux-mêmes. Cela reflète également la tendance des gens à se dissocier des risques de la qualité de l'air pour la santé et de juger qu'il s'agit d'une chose qui a une incidence sur d'autres personnes plutôt que sur eux-mêmes.

Utilité de l'information contenue dans les avis
Vallée du Fraser 2004



Source: Environics, 2005a

De façon générale, dans quelle mesure avez-vous trouvé que l'information fournie dans l'avis sur la qualité de l'air que vous avez vu ou entendu était utile ? L'information était-elle très utile, généralement utile, pas très utile ou pas du tout utile ?
Sous-échantillon : Personnes au courant de l'avis récent
(N=217)

BESOINS ET PRÉFÉRENCES EN MATIÈRE D'INFORMATION SUR LA QUALITÉ DE L'AIR

Outre les avis de qualité de l'air, bon nombre de sondages d'opinion publique ont examiné l'intérêt du public à l'égard d'information plus générale au sujet de la qualité de l'air, ainsi que leurs préférences en termes de moment où cette information devrait être diffusée et des sources de diffusion.

Intérêt à l'égard de l'information sur la qualité de l'air

Les Canadiens disent être intéressés à recevoir ou à avoir accès à plus d'information sur la qualité de l'air local et la pollution de l'air. Plusieurs sondages ont montré que le public accorde beaucoup de valeur dans le fait de recevoir des types de renseignements précis tels que les effets de la pollution de l'air sur la santé, ce que les individus peuvent faire pour réduire leur exposition et les types de polluants responsables de la mauvaise qualité de l'air (EKOS, 2000 et 2001; Environics, 2002 et 2005a). La force de cet intérêt en général (soit les proportions qui cotent chaque type d'information comme étant très utile) a considérablement décliné entre 2001 et 2004 (Environics, 2002 et 2005a). Cela peut correspondre à la perception d'un manque de pertinence pour leurs besoins, puisqu'un nombre croissant de Canadiens croient que les conditions locales de la qualité de l'air ne se sont pas détériorées au cours des dernières années.

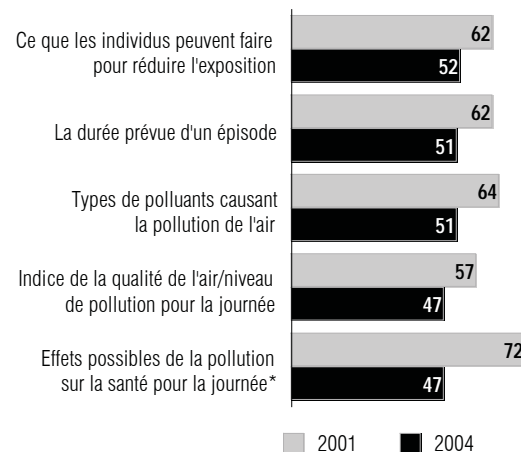
Cet intérêt semble toutefois être quelque peu diffus, puisqu'aucun type d'information ne ressort comme étant nettement prioritaire quand le public est invité à dire quel type leur serait le plus utile (Environics, 2005a). Parmi ceux qui cotent plus d'un type d'information comme étant très utile, environ un sur cinq d'entre eux, pour chacun, accordent leur plus grande préférence à l'IQA/le niveau de pollution pour la journée (23 %), à ce que les individus peuvent faire pour réduire leur exposition personnelle (21 %) et aux effets possibles de la pollution sur la santé (20 %), alors que

des proportions moindres choisissent les types de polluants (15 %) ou les prévisions sur la durée d'un épisode (13 %). Cette absence de différenciation suggère que la plupart des gens n'ont peut-être pas suffisamment pas fait l'expérience de cette information ou, encore, qu'ils n'ont pas assez réfléchi à ce qui aurait le plus de valeur à leurs yeux, pour être en mesure d'articuler clairement leurs besoins.

Alors que le niveau d'intérêt à l'égard de l'information sur la pollution de l'air est relativement élevé, il s'agit d'un autre domaine où les attitudes ne correspondent

Utilité de certains types de renseignements sur la qualité de l'air

Très utiles National 2001-2004



* La formulation de la phrase est différente en 2001.

Source: Environics, 2005a

Veillez indiquer si les renseignements suivants sur la qualité de l'air seraient très utiles, plutôt utiles, pas très utiles ou pas du tout utiles pour vous : les effets possibles sur la santé du niveau de pollution pour la journée; ce que les individus peuvent faire pour limiter leur niveau d'exposition à la pollution de l'air; les catégories de polluants qui entraînent une mauvaise qualité de l'air; les prévisions relatives à la durée d'un épisode de pollution de l'air; l'IQA ou le niveau de pollution pour la journée.

pas au comportement dans la réalité. Les Canadiens ne cherchent pas activement à trouver de l'information sur la qualité de l'air, avec seulement un sur cinq d'entre eux environ qui affirment chercher souvent de l'information se rapportant à leur région (EKOS, 2000; Environics, 2002).

Disponibilité de l'information sur la qualité de l'air

Même si les Canadiens font une utilisation plutôt limitée de l'information sur la qualité de l'air, ils disent qu'ils souhaiteraient que cette information leur soit aisément disponible. Cela transparait clairement dans la forte préférence qu'ils manifestent pour que cette information leur soit fournie de façon régulière plutôt que seulement pendant les jours de mauvaise qualité de l'air (EKOS, 2000 et 2001; Environics, 2001 et 2005a). En 2004, sept sur dix Canadiens affirmaient que l'information sur la pollution de l'air devrait être fournie au public en tout temps, une préférence toutefois moins forte que celle observée en 2001 (83 %) (Environics, 2002). De surcroît, la très vaste majorité (92 %) d'entre eux croient que cette information doit être fournie aux Canadiens pendant toute l'année, plutôt que seulement au cours des mois d'été ou d'hiver (EKOS, 2000).

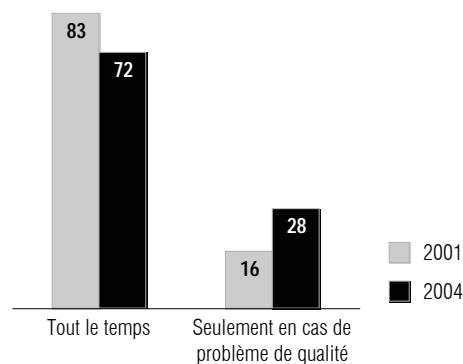
Les Canadiens expriment une préférence en faveur des sources médiatiques grand public pour recevoir de l'information sur la qualité de l'air, ce qui correspond au fait qu'il s'agit des médias qu'ils utilisent le plus souvent. Quand ils sont invités à choisir, parmi plusieurs méthodes, quel est le meilleur moyen de diffuser de l'information sur la qualité de l'air (à l'aide de la méthodologie des choix par paires), la télévision et la radio sont ressorties comme étant les sources préférées, suivies des journaux (EKOS, 2000 et 2001). La télévision est également la source principale des Canadiens qui *cherchent* de l'information sur la qualité de l'air (EKOS, 2000; Environics, 2002).

Alors que l'intérêt à recevoir de l'information par le truchement d'Internet accuse du retard sur d'autres sources médiatiques, six sur dix Canadiens ont exprimé un intérêt élevé ou modéré à l'égard des sites Web qui présentent de l'information sur la qualité de l'air (EKOS, 2000 et 2001). En concordance avec les patrons habituels d'utilisation d'Internet, l'intérêt manifesté à

l'égard d'un site Web sur la qualité de l'air a été plus grand chez les Canadiens plus jeunes et plus scolarisés. La plus forte pénétration d'Internet et son utilisation au sein de la population depuis que cette recherche a été entreprise suggère qu'Internet pourrait devenir une source d'information de plus en plus populaire pour obtenir de l'information sur la qualité de l'air. Une récente étude qualitative réalisée à propos d'un projet-pilote de mise à l'essai de l'IQAS en Nouvelle-Écosse a révélé que l'information sur un site Web est utilisée correctement et bien accueillie (Environics, 2006b).

Un sondage a examiné plus en profondeur les préférences des Canadiens en matière d'information sur les sources de pollution de l'air, en évaluant la crédibilité perçue de diverses sources (Environics, 2002). Environnement Canada et Santé Canada ont reçu les cotes de crédibilité les plus élevées (69 % et 65 % très crédible, respectivement), alors que les administrations municipales (26 %) et Internet (28 %) ont été perçus comme étant les moins crédibles.

Quand doit-on fournir l'information sur la qualité de l'air aux Canadiens ? National 2001-2004



Source: Environics, 2005a

Croyez-vous que de l'information sur la qualité de l'air devrait être transmise à la population canadienne ... ?

LA FAÇON DONT LES RÉSULTATS VARIENT AU SEIN DE LA POPULATION

Dans l'ensemble, les grandes conclusions tirées de ces études peuvent s'appliquer aux Canadiens à la grandeur du pays tels que définis par région, caractéristiques et état de santé. Cependant, on dénote des patrons dans les études sur la façon dont les résultats varient en fonction du segment, dans de nombreux cas de façon prévisible (p.ex., les résidents en milieu urbain sont moins positifs que leurs voisins en milieu rural à propos des conditions locales de qualité de l'air).

Les distinctions les plus notables se retrouvent au sein d'une minorité de la population qui semble être « sensible » à la mauvaise qualité de l'air. Ce groupe se définit comme étant des individus qui ont tendance à coter la qualité de l'air local de passable ou mauvaise (à la fois en général et au cours d'un épisode récent), à considérer que la pollution de l'air représente un grave danger et à éprouver des problèmes de santé liés à la pollution de l'air. Ce groupe a le plus tendance dire

que l'IQA local lui est familier, à se rappeler de récents avis et à y avoir donné suite d'une façon ou d'une autre (CRA, 1994a-c et 1997; Environics, 2005a). À l'échelle nationale, ce groupe a plus tendance à être composé de résidents des grands centres urbains, de femmes et de Canadiens d'âge moyen.

Fait encore plus étonnant, l'état de santé rapporté et l'existence de maladies respiratoires ayant été diagnostiquées semblent seulement exercer une légère influence sur la sensibilisation et les opinions des Canadiens à propos de l'IQA, de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé, ainsi que sur la connaissance d'avis récemment diffusés. La composition du ménage, en termes de la présence d'enfants et/ou d'ânés dans le ménage, n'est pas ressortie comme étant un facteur relevant le niveau d'attention ou de préoccupation du public à l'égard de la pollution de l'air, en général, ou dans la collectivité locale (Environics, 2005a).

LACUNES DANS LA RECHERCHE

Dans son ensemble, la recherche sur l'opinion publique qui a été réalisée au cours des dix dernières années sur la qualité de l'air et la santé dresse un portrait de la façon dont les Canadiens perçoivent la qualité et la pollution de l'air et l'incidence d'une mauvaise qualité de l'air sur la santé, ainsi que sur la façon dont les citoyens réagissent aux types d'avis émis par Environnement Canada. Cependant, compte tenu de l'ampleur de ce dossier, des dynamiques complexes entourant les connaissances et le comportement humain, ainsi que de l'étendue des conditions géographiques et météorologiques dont il est question, ce portrait est loin d'être achevé.

Les points suivants présentent les principales lacunes dans l'état de la recherche effectuée jusqu'à présent.

1. Une couverture pour toutes les régions, conditions et saisons. La recherche réalisée jusqu'à présent révèle certains patrons constants en matière d'opinion publique, de sensibilisation et de réaction comportementale. Par ailleurs, il est évident qu'il existe une grande variabilité selon la région de prévision (p.ex., milieu urbain contre région rurale), la saison et, à la fois, le niveau et la source de pollution de l'air. Les données disponibles jettent un éclairage précieux sur certaines de ces différences (p.ex., la réponse du public à Toronto par rapport à celle observée au Nouveau-Brunswick), mais elles sont loin de couvrir toute la gamme des facteurs différents pouvant influencer la sensibilisation et la réponse du public aux avis. Ceci réduit la possibilité de tirer des conclusions plus définitives à propos de l'opinion de la population canadienne et de son comportement à l'égard de la qualité de l'air et de la santé, cela réduit aussi la précision avec laquelle ces opinions et ces comportements peuvent être prévisibles dans des situations particulières.

Cette lacune ne peut pas être facilement comblée en entier, compte tenu du fait qu'il n'est pas possible de recueillir des données comparables sur l'opinion publique pour toutes les régions de prévision couvrant toutes les combinaisons possibles de saisons, de conditions météorologiques et de niveaux de qualité de l'air. À un niveau plus pratique, Environnement Canada peut combler certaines des lacunes les plus criantes en matière de couverture, soit là où peu ou pas du tout de données ont été recueillies jusqu'à présent (p.ex., Québec rural, avis diffusés au cours de l'hiver). Cette stratégie fait maintenant partie du programme de mesure de l'IQAS du Ministère.

2. Mesure de la couverture dans les médias électroniques. Parce que la communication dans le public d'avis de qualité de l'air dépend presque totalement des médias électroniques, le type et l'étendue de cette couverture est probablement un facteur crucial en termes de sensibilisation du public et de réponse aux avis. Pourtant, aucune des études réalisées jusqu'à maintenant n'a intégré d'une façon ou d'une autre une mesure de cette couverture, ce qui permettrait d'en évaluer l'impact. Cela représente une lacune cruciale, parce que la couverture médiatique pourrait expliquer une certaine part de la variabilité dans les réponses (de même qu'une absence de réponse) aux avis qui, autrement, ne peut pas être interprétée clairement. Il est difficile de conclure fermement avec précision dans quelle mesure les résidents d'une région de prévision donnée ont réagi à un avis diffusé, si on n'a pas une mesure claire de la façon par laquelle cet avis a été mis à la disposition de cette collectivité.

La méthodologie permettant de surveiller et de mesurer la couverture médiatique d'information de cette nature existe déjà (par le truchement des services de surveillance des médias existants). Le pairage de cette couverture aux données de sondage permettrait a) de mieux comprendre et interpréter la réponse du public aux avis; b) de prévoir avec plus d'exactitude la réponse du public à partir d'un certain niveau de diffusion dans les médias; et c) d'élaborer plus efficacement des outils de communication et de sensibilisation.

3. Une compréhension plus en profondeur des connaissances et des habitudes. La méthodologie utilisée dans les études réalisées jusqu'à maintenant est adéquate pour comprendre exactement l'opinion publique et les comportements qui peuvent être extrapolés aux populations dans l'intervalle de confiance au plan statistique. Par ailleurs, ces méthodes quantitatives sont limitées dans leur capacité d'explorer plus en profondeur les dynamiques qui sont en cause pour expliquer ce que les gens pensent, croient et font en réponse à des stimuli externes tels que la pollution de l'air et les avis de qualité de l'air. La recherche révèle des patrons constants de ce qui, en apparence, semble être des aspects contradictoires (p.ex., reconnaître l'existence de mauvaises conditions de qualité de l'air qui représentent un risque pour la santé individuelle, mais ne pas prendre de mesures pour se protéger). Hormis le défi de diffuser les avis aux citoyens par le truchement des voies médiatiques, le principal obstacle consiste à trouver des façons d'inciter les Canadiens à porter davantage attention à ces avis et à ne pas ignorer le message.

Le niveau de compréhension tiré des sondages auprès de la population pourrait être approfondi en explorant également les dynamiques cognitives et comportementales qui sous-tendent l'attention et la réponse du public à la qualité de l'air et aux avis. Le gain réalisé en utilisant cet angle contribuerait à l'orientation du développement de communications, de documents éducatifs et d'activités de sensibilisation plus efficaces. Ce type de travaux s'effectue le mieux en ayant recours aux techniques de la recherche qualitative, pouvant comprendre des séances de discussion de groupe et l'utilisation des techniques de recherche EDL (« Everyday Living »).

4. Se centrer sur des groupes cibles. Le mandat du Programme de prévision de la qualité de l'air du gouvernement est de communiquer des renseignements pertinents sur la qualité de l'air à tous les Canadiens, mais ce type de communication revêt une importance particulière pour des groupes précis au sein de la population qui sont plus à risque des dangers que représente une mauvaise qualité de l'air. Ces groupes comprennent les personnes âgées, les enfants, les personnes qui éprouvent déjà des troubles de santé, les parents d'enfants asthmatiques, ainsi que des adultes en bonne santé qui pratiquent régulièrement des activités d'aérobic à l'extérieur. En raison de l'importance spéciale de rejoindre ces groupes cibles, des recherches additionnelles (quantitatives et qualitatives) sont nécessaires afin de mieux comprendre de quelle façon ils sont différents de la population générale en termes d'attitudes et de perceptions à l'égard des problèmes de qualité de l'air et de santé, ainsi qu'en termes de réponse aux avis. Les résultats de ces recherches pourraient déboucher sur des activités de communication et de sensibilisation adaptées à ces groupes à risque.

RÉFÉRENCES

- Corporate Research Associates Inc., 1994a. Evaluation of the Canadian Smog Advisory Program – Southern New Brunswick, 1994. Halifax, Nouvelle-Écosse.
- Corporate Research Associates Inc., 1994b. Evaluation of the Canadian Smog Advisory Program – Greater Toronto Area, 1994. Halifax, Nouvelle-Écosse.
- Corporate Research Associates Inc., 1994c. Evaluation of the Canadian Smog Advisory Program – Greater Vancouver Area, 1994. Halifax, Nouvelle-Écosse.
- Corporate Research Associates Inc., 1997. Evaluation of the Smog Advisory Program – Montreal, 1997. Halifax, Nouvelle-Écosse.
- EKOS Research Associates Inc., 2000. Canadians' Attitudes Towards Air Quality. Ottawa, Ontario.
- EKOS Research Associates Inc., 2001. Canadians' Attitudes and Opinions Towards Air Quality Information: Prairie and Northern Regions. Ottawa, Ontario.
- Environics Research Group, 2002. Pollution de l'air - Besoins d'information et de connaissances, attitudes et comportement des Canadiens. Ottawa, Ontario.
- Environics Research Group, 2005a. Development of a Health-Based Air Quality Index for Canada: Public Opinion Research 2004-05. Ottawa, Ontario. (Regroupant trois sondages post-événements et une enquête nationale).
- Environics Research Group, 2005b. Focus Canada (Report 2005-1). Ottawa, Ontario.
- Environics Research Group, 2006a. Focus Ontario: GTA Survey (2006-3). Toronto, Ontario.
- Environics Research Group, 2006b. AQHI Pilot Testing in Nova Scotia: Qualitative Research (Draft Report). Ottawa, Ontario.
- Environics Research Group, 2007a. AQHI Pilot Testing in British Columbia: Quantitative Research (Ébauche du rapport). Ottawa, Ontario.
- Environics Research Group, 2007b. AQI Post-event Survey: Mauricie/Bois-Francs, Quebec (Tableaux de données). Ottawa, Ontario.